Case
FRC
26216

FRC. 4¹ 33811

OPINION

DE M. VOSGIEN,
DÉPUTÉ DU DÉPARTEMENT DES VOSGES,
SUR LA VENTE DES FORÊTS (1).

LA QUESTION de l'aliénation des forêts nationales avoit été discutée à l'assemblée constituante avec des développemens proportionnés à son importance, et le décret sage qui en étoit résulté et qui la proscrivoit, devoit sans doute anéantir pour jamais, sur cet objet, les espérances de ces agioteurs qui ne considèrent une proposition que sous les rapports de leur intérêt particulier, et dont cette vente eût entièrement favorisé les infâmes spéculations. Cependant, il est dans la destinée de la vérité d'avoir constamment à combattre l'erreur; et la barrière des bons principes sera éternellement fatiguée par les attaques de l'ignorance, de la déception ou de la mauvaise foi; ainsi il n'est pas étonnant que nous ayons à renouveler encore un examen des véritables intérêts publics si immédiatement liés à cette matière.

(1) Le grand nombre d'orateurs inscrits pour une discussion qui intéresse si essentiellement nos concitoyens, ne me permettant pas l'espérance d'y être aussi entendu, j'ai dû faire imprimer mon opinion.

A

Une mesure impie dont le simple projet produiroit les allarmes publiques est offerte néanmoins comme la seule ressource qui puisse sauver la France ; en hypothéquant, pour soutenir la confiance respectable, sur les résultats de cette opération l'immense émission d'assignats qu'un grand concours de circonstances a rendue nécessaire. La logique de ce raisonnement est-elle bien saine, et l'homme d'état n'est-il astreint qu'à des calculs financiers ? c'est ce que demandent, avec étonnement, tous ceux dont les vues sont moins étroites, quoique leur patriotisme ne soit pas moins ardent.

L'indignation est permise peut-être à celui qui voit préparer ainsi la ruine de ses concitoyens ; car, quoique chacun de nous devienne, par son élection, le représentant de la France entière, ce ne peut pas être pour adopter ici les préjugés de quelques départemens méridionaux, que doive s'opérer cette fiction constitutionnelle ; cependant j'en réprimerai les mouvemens, et, forcé de me renfermer dans le cercle de tous ceux qui se sont occupés de cette discussion, je parcourrai leurs moyens et les miens avec la plus grande simplicité ; ma brièveté même servira à faire ressortir davantage la nécessité de la conservation des forêts, et à détruire la fragile base des calculs qu'on nous oppose ; ce sera prouver assez que je ne connois au sein de l'assemblée nationale que des adversaires de bonne foi.

La nature, mère prudente et généreuse, a, sur toute la terre, placé les secours près des besoins ; cette considération générale nous indique déjà suffisamment sans doute, que les pays froids doivent offrir une masse

suffisante de bois pour échapper à la rigueur de la saison; mais ce faible dédommagement qui leur laisse le chauffage à un prix modéré, quoique infiniment accru depuis quelques années, ne compense pas, pour toutes les Vosges, l'ingratitude du sol qui n'y présente pour nourriture que la pomme de terre et le sarrazin; que les départemens méridionaux auxquels le climat dispense la chaleur, tandis qu'une terre féconde y offre tous les genres de productions, cessent donc, mauvais frères dans la grande famille, de mettre dans la classe des autres domaines nationaux, les forêts dont la vente ne peut être assez divisée, pour que chaque particulier de nos cantons s'en procure une portion suffisante pour y jardiner sa consommation annuelle, et y trouver la recrue réglée sur ses besoins, comme dans le champ qu'il laboure pour sa subsistance, sans que les intérêts du prix cessent d'être proportionnés à la dépense que cette acquisition remplace.

Deux autres observations tiennent encore à la précédente, quoiqu'elle ne soit elle-même qu'une simple branche de l'économie rurale; mais telle est la force de ces vérités, qu'elles saisissent également le théoricien impartial, et celui qui ne s'est avancé dans cet examen, qu'appuyé du bâton noueux de l'expérience.

La première, c'est qu'au milieu de ces massifs de forêts, se trouvent dans les Vosges des métairies, espèce unique de propriété pour ce pays, et où se nourrissent des troupeaux plus ou moins nombreux, suivant les ressources du pâturage rassemblées près de chacune d'elles; leurs produits alimentent les départemens voisins :

at ne sont points inférieurs à ceux du même genre de la ci-devant Bretagne. Cependant la moindre négligence nouvelle dans la conservation des bois, les forceroit à quitter leurs habitations presque ruinées déjà par la très-vicieuse administration forestière de l'ancien régime. Mais d'ailleurs, la surveillance publique d'une propriété particulière les mettroit envain à l'abri de ce danger, si les pacages leur étoient ôtés, et cependant il seroit impossible de concilier dans la vente l'espérance d'une direction privée très-soignée, et la conservation des usages locaux, puisqu'il faudroit pour obtenir la première avoir transmis avec la propriété tous les droits qui s'y attachent, suivant les élémens de la raison reconnus par la constitution.

La deuxième réflexion rappelle que toutes les communautés sont propriétaires ou usagères de presque tous les bois qui les environnent.. Dans le premier cas, les dépouilleroit-on ? L'iniquité de la venté générale ne nous permettroit qu'une foible probabilité qu'on s'arrêtât au dernier pas, sur-tout lorsqu'il favoriseroit le prix qu'on se promet de l'aliénation si on venoit à le franchir, puisque cette augmentation ne produiroit pas en raison seulement des arpens de plus qu'on adjudgeroit, mais en ce que les capitalistes, dont la société envahiroit la totalité, ne laisseroient pas échapper, ce qui acheveroit de les rendre maîtres de tous les bois de la France, et les autoriseroient à en fixer pour tous les usages, la revente au taux qui leur conviendrait; les communautés auxquelles les maîtrises en délivrent pour le charonage, les bâtimens et le chauffage, et dont

les droits sont renfermés dans le mot d'*usagères*, seroient donc aussi et bien plutôt encore que dans le premier cas, privées de cette ressource, et le paturage qui leur est permis à certaines époques dans les taillis, et en tout tems dans les sapinières, et qui leur est doublement utile, puisque les gros troupeaux y trouvent encore un azyle contre les chaleurs du jour, leur seroit également interdit; toutes les forêts deviendroient dès-lors un grand parc, où la promenade ne seroit peut-être pas permise, dans la crainte prétendue qu'on ne les dégradât, ou qu'on n'y tuât le gibier qui pourroit impunément delà se répandre dans les campagnes pour y détruire l'espérance du malheureux cultivateur. On ne dira pas que j'étends ici les conséquences de la propriété, puisque le seul moyen de donner le plus grand véhicule à la vente, seroit de ne point entraver les acquéreurs dans la jouissance qu'ils se seroient procurée.

Analysons encore les autres rapports sous lesquels la conservation des forêts intéresse l'agriculture, et dans une rapide nomenclature présentons quelques apperçus infiniment moins variés; cependant pour l'homme d'état le plus attentif, que pour le laboureur, dont les explications sont toujours fidelles à ses besoins, et qui s'exprimerait ici beaucoup mieux que nous.

Le voisinage des bois est favorable aux terres arables, soit en retenant les eaux de la pluie; soit en ne les laissant couler que lentement, soit par l'engrais que produisent leurs feuilles pourries, soit en offrant aux torrens qui se précipitent des montagnes qu'ils tapissent des digues protectrices des vallons, soit en conservant

les sources que la sécheresse des saisons auroit bientôt taries.

Dans les cinq départemens des Vôges, de la Meurthe, de la Moselle, du Jura, de la haute-Saône, les bois du pays alimentent un grand nombre de scieries et d'usines à feu, dont l'activité toujours soutenue, fournit du pain à un grand nombre de journaliers; ils entretiennent en outre plusieurs salines, et, depuis la suppression de tous droits que le génie fiscal avoit inventés pour ruiner le commerce et énerver l'industrie, toutes les entreprises ont pris une force nouvelle, et l'avantage de nouveaux établissemens a fait monter beaucoup la valeur de plusieurs maisons religieuses, qui, éparses souvent au milieu des forêts, ne pouvoient convenir qu'à de pareilles spéculations.

Les bois servent encore, soit en nature, soit pour la préparation du feu dans les forges, à la fabrication des instrumens aratoires, à celle des mereins, des sabots, seule chaussure des campagnes et des citoyens peu aisés des villes, à la construction des bâtimens, où il est souvent uniquement employé aux clôtures, à la réparation des ponts que les débordemens si fréquens de la Moselle nécessitent tous les hivers dans près de soixante lieues de cours.

Les opérations futures de la magnificence nationale augmenteront également l'ancienne consommation par les édifices publics qu'il faudra consacrer pour différentes solennités, tandis que la liberté, mère du commerce et des arts, enfantera de nouveaux prodiges, en composant la prospérité générale du bien être de tous.

Après ces considérations qu'on pourroit appeller intérieures, si nous passons à d'autres d'une importance plus générale encore, nous trouverons une nouvelle série de principes en faveur du décret que nous défendons des sophismes dévastateurs dont on l'environne.

La marine militaire et la marine marchande emploient une quantité de bois à laquelle nos forêts ne suffisent pas : l'obligation en est donc plus étroite encore de se fournir au dehors pendant la paix et de se ménager au dedans des moyens de se passer d'un commerce semblable, lorsque la guerre fermant nos ports, l'auroit interrompu. Il est si évident d'ailleurs que souvent nous avons racheté des Hollandais celui qui crû sur notre territoire, n'avoit été que façonné dans leurs atteliers, qu'on ne peut nier nos richesses sous ces rapports majeurs de défense publique et de commerce extérieur.

L'intérêt public et particulier concourent donc à exiger une administration très-vigilante de nos bois, et le bon sens dit que la meilleure sera celle qui aidant la nature, proportionnera ses produits aux besoins, sans mettre à un prix au-dessus des facultés du citoyen le moins aisé, la quantité ou l'espèce de bois qui lui deviendra nécessaire.

C'est ici qu'il faudroit suivre le rapporteur de l'assemblée constituante dans ses recherches utiles, pour y retrouver avec plaisir à quelle époque, très-ancienne déjà, le gouvernement s'avisa d'obvier aux dégradations des forêts dont la répression devenoit urgente, quelque abondantes que les masses en fussent encore, relativement à

la population et aux foibles besoins d'une agriculture naissante. La première ordonnance fut de Philippe le Hardi; les réglemens ébauchés par lui et Philippe-le-Bel, regurent de Sully et de Colbert des dispositions plus précises, mais il falloit un nouvel ordre de choses pour épurer le régime forestier; il falloit des gardes suffisamment salariés pour que cet état convint à un honête homme, des officiers de maîtrise qui eussent fait un apprentissage, plus attentifs aux délivrances; plus soigneux aux récollemens, une responsabilité, enfin, n'eut-elle été que celle dont la délicatesse ne cherche jamais à s'affranchir; et dans ces tems si récents, encore pour leur datte, si présents pour la corruption qu'ils ont laissée dans quelques ames, l'infamie n'a-t-elle pas souvent disparue sous l'or? Il falloit enfin tout ce que la seule liberté donne; des hommes intègres, dignes de fonctions publiques ou plutôt des fonctions dignes des hommes qui existoient, mais que la fortune ou la naissance ne découvrait pas.

Il faut donc pour réparer les vielles erreurs et les délits journaliers, étudier dans un plan général de toutes les forêts du royaume, les différens sols et les progrès variés de la recrue, suivant les espèces de bois, repeupler les terrains dévastés, faire des semis nouveaux, les préparer souvent par des défrichemens, ordonner les coupes aux momens utiles, sans laisser les futayes vieillir trop, adapter les essences d'arbres aux consommations locales, les menager par des primes pour des découvertes de tourbe ou de charbon de terre, prévenir les dégradations d'animaux par des fossés, d'hommes par

des loix sévères et une surveillance continuelle , assurer le sort des gardes qui y sont préposés , les faire nommer par les conseils généraux des communes , et leur donner ainsi , au-delà de leur salaire , le vernis d'une fonction publique.

Je demande à présent si on peut espérer ces mesures , qui demandent un seul esprit , et qui ne sont que des linéamens très-imparfaits d'un bon code forestier , de ceux que l'achat de nos bois en rendroit propriétaires , et dont on ne sauroit que craindre le plus , ou d'une association pour les reventes en détail , ou d'une division pour l'administration générale ; or , un de ces dangers résulteroit évidemment de la situation respective des différentes compagnies qui auroient acquis.

Je puis douter d'ailleurs qu'il y ait beaucoup de nos adversaires persuadés que les propriétés sont mieux cultivées entre les mains des particuliers , qu'entre celles de la société entière , ou du moins que cette sentence puisse être appliquée aux forêts ; le passé nous a assez appris qu'il a fallu soumettre tous les propriétaires de bois aux loix forestières et à l'inspection des officiers royaux ! Hélas faudra-t-il que de tout côté nous en oublions les leçons ! et cependant , qu'étoit alors le gouvernement en lui-même , en le comparant aux résultats complets d'une régénération ? Un squelette informe , un manequin politique dont quelques conducteurs étoient plus funestes dans leurs fausses opérations que les autres dans leur coupable apathie. Mais qu'une longue expérience cesse de menacer l'avenir , et qu'il ne nous suffise pas de cette première probabilité , nous trou-

verons des inconvéniens plus graves encore , et dont les détails suivans ne peuvent être contestés. Observons que des compagnies de capitalistes se présenteront seules pour acquérir les grandes masses de forêts , que dans l'assemblée constituante et dans la nôtre le vœu de cinq comités réunis a été de conserver , qu'habituées à l'agiotage , elles porteront les bois à un prix exorbitant , que forcées à des paiemens prochains , elles ne considéreront que la superficie des forêts , et les abattront toute entière pour se libérer , que les frais de garde qu'elles épargneront ainsi , seront un motif de plus pour elles , que des sociétés semblables ne peuvent subsister autant que la recrue des arbres le demanderoit , qu'ainsi des réglemens sur la manière dont elles administreroient , ne seroient pas seulement une atteinte aux droits de la propriété , une aberration des principes constitutionnels , une contradiction avec les loix qui ont délivré de toute gêne étrangère les propriétaires de bois particuliers , mais même une réduction immense du prix qu'on se promet si fastueusement de la vente. Remarquons encore d'autres circonstances qui l'affoiblissent aussi ; une aliénation simultanée de tant de domaines nationaux , le rachat de tous les droits incorporels qu'il ne faut point retarder , le défaut de concurrence , relativement aux fortunes privées , tout enfin ne se réuniroit-il pas pour avilir cette opération importante ?

Cependant nous ne faisons que de raisonner encore dans l'hypothèse de la plus grande liberté laissée aux acquéreurs , c'est-à-dire , que pour obtenir ce triste résultat , nous avons sacrifié les droits et les usages de

nos communautés, nous les avons toutes soulevées d'indignation, nous avons forcé les métayers des Vosges à abandonner leurs habitations flétries par le souffle impur d'un agiotage parricide, et nous avons desséché dans un grand arrondissement, la branche la plus productive du commerce. Mais si nous daignons consulter mieux leurs intérêts et leurs droits, à qui vendrions-nous ces vastes forêts, dont une administration sage, régleroit encore les coupes et les repeuplemens ? Sous cette réserve, nous perdrons donc cette économie des frais de direction présentée comme un moyen en faveur de l'aliénation ; car alors, il faudra une inspection dans les détails les plus multipliés ; ainsi la nation sera, par le fait, juge et partie, dans les causes que les difficultés inévitables de la surveillance, entraîneront pour l'interprétation des loix premières ; mais cette injustice n'effrayera-t-elle pas ceux qui l'établiront, quand même l'engouement du marché empêcheroit qu'on n'en remarquât toutes les conséquences ?

On n'aperçoit donc dans ce projet qu'impolitique, qu'iniquité, que confusion ; des législateurs, dont les déterminations doivent commander à l'avenir, se prépareront-ils ainsi la haine de la postérité, plus encore que les malédictions de leurs concitoyens ? Chercheront-ils un allégement précaire et aussi fugitif que leur représentation ? La carrière qu'ils parcourent n'est point un sable mouvant dont leurs pas effleurent à peine la surface, les siècles les plus reculés en reconnoîtront l'empreinte ; ils ne doivent donc pas dans des vues étroites, ni rechercher ici que le calcul même très-erroné d'un banquier

qui vend pour se liquider , quand rien ne peut établir l'identité de la comparaison.

Elle est sacrée sans doute , l'obligation contractée par l'assemblée constituante et ratifiée par la nation , de payer toutes les dettes qu'une suite de ministres prédateurs avoit accumulées sur le gouvernement : c'est avoir , en dernière analyse , acheté quatre milliards , la liberté politique et civile ; mais que celui-là seroit méprisable , qui estimeroit que nos trésors et nos vies , peuvent la trop payer ! Cet engagement se divise en dette exigible , en dettes à termes fixes et en rentes viagères et les suppressions de la révolution , ont ajouté de nouvelles pensions à celles des anciennes , qui ont été conservées. La liquidation de la première partie inquiète seule , quoiqu'elle soit déjà avancée ; mais les assignats émis sont épuisés , et l'hypothèque manque pour une nouvelle fabrication ; et suivant quelques-uns , la vente des forêts répond à tout ; sans le faste de quelques pages de chiffres et à l'aide seulement de quelques lignes modestes , parce qu'elles sont réfléchies , nous laisserons peu d'incertitude dans ceux qui ne seront point prévenus.

Le recours sur les forêts n'ayant pas pour partisans tous les membres du comité des finances , permet déjà des doutes sur sa nécessité ; on ignore néanmoins ce que produiront la vente des biens nationaux inaliénés encore , et le rachat des droits incorporels ; et il y a plus à espérer qu'à craindre des résultats , relativement aux évaluations approximatives qui en ont été faites ; se pourroit-il d'ailleurs , que dans des circons-

tances aussi propres à soutenir le patriotisme au plus haut degré, des Français, tous intéressés à leur Constitution, tous jaloux de remplir leurs sermens, craignent de supporter en circulation cinq ou six cens millions d'assignats, par le seul défaut d'hypothèque, quand plusieurs cours Européennes les multiplient sans pudeur; la loyauté nationale n'est-elle donc point une hypothèque suffisante pour leur donner, même au dehors, le plus grand crédit, quand la paix bienfaisante aura cicatrisé les blessures, qu'une éruption subite a causées? ah! le crédit public sera le véritable thermometre de la grandeur et de la force de cet Empire! il est facile à concevoir de plus, que ces papiers-monnaie, pourroient être bientôt retirés par le moyen d'une caisse d'amortissement alimentée par les pensions dont les titulaires auroient cessé d'exister. Si cet expédient ne convient pas toutefois, quel danger y auroit-il à constituer ce qui ne seroit point soldé de la dette exigible, après l'épuisement de toutes les ressources véritablement disponibles, et lorsque cet atermoyement deviendra si léger que les intérêts mêmes y seront conservés aux créanciers tardifs de la nation. Ces mesures ne sont-elles donc pas préférables au parti de sacrifier plusieurs départemens à des individus qui seroient périssés dans les convulsions de l'ancien régime, et est-ce pour l'ouvrir sous nous, si loin de la Cour par les distances, si loin par la simplicité de notre conduite que cet abyme a été fermé sous eux?

Supposons encore que dans le système que nous combattons, le produit de la vente des forêts n'eût point

éteint toute la dette publique , trop mal connue peut-être : eh bien ? Si alors il restoit une seule créance contre l'état , comment seroit-elle acquittée ? Je ne sais pas ce qu'on me répondra , mais je prie qu'on l'applique à la position présente et nous aurons un moyen nouveau et convenable , ou l'on aura adopté ceux qui sont détaillés plus haut.

La conservation des forêts intéresse encore les revenus publics , parce qu'une meilleure administration dans cette partie , en augmentera bientôt les produits , et que l'aliénation accroîtroit au contraire le fardeau des impositions des sommes qui en seront réduites par les améliorations successives , sans l'allégement même des frais d'une surveillance , puisque le plus grand danger du projet seroit , comme il a été prouvé , d'en transmettre la propriété sans aucune réserve. Il est donc du devoir le plus instant de mettre en activité l'ordre forestier préparé par l'assemblée constituante , dont le mouvement a été un peu légèrement suspendu ; car si quelques défauts en eussent été le motif , il étoit bien plus raisonnable de les réparer , que de laisser les anciennes maîtrises , d'autant plus dangereuses en ce moment , qu'elles ne peuvent pas apporter à une surveillance qui ne leur échappe pas sans regret , les soins tout foibles qu'ils étoient , de leur précédente direction. On peut encore , et avec raison , supprimer les exemptions des droits d'enregistrement , accordées pendant cinq ans aux ventes des domaines nationaux , avec une facilité qui , sans avoir été favorable à la première transmission , nuit en ce moment aux besoins publics.

Le bon sens , l'amour de la Patrie , les sacrifices qu'on doit en attendre , la politique , l'intérêt des générations suivantes , tout défend donc à l'assemblée nationale de se prêter aux insinuations perfides par lesquelles on cherche à l'égarer ; déjà de toutes parts on s'écrie (1) : « Pourquoi ne pas vendre aussi nos fontaines , nos ruisseaux , nos rivières ? Pourquoi ne pas vendre encore nos sentiers , nos chemins , nos routes ? N'y auroit-il pas moyen d'en tirer quelques millions ? Et oseroit-on dire que l'une de ces propriétés publiques fût plus sacrée , plus utile , plus nécessaire que celle de nos forêts ». Mais , Français , que votre générosité vous rassure ! calmez vos frayeurs : 24 millions d'hommes n'ont qu'un besoin , qu'un intérêt , qu'un sentiment , qu'un devoir , et vous ne serez point trahis par les dépositaires de votre confiance. Les citoyens que l'Europe voit armés pour la défense de leur constitution , ne refuseront aucune des fatigues , aucuns des dangers , aucune des contributions que leurs représentans auront jugés nécessaires pour sauver la chose publique ; mais si votre patrimoine en est altéré , toutes ces propriétés indivises et la liberté ne feront-elles pas à vos enfans un assez riche héritage ?

(1) Mémoire sur le même sujet adressé à l'assemblée nationale par les citoyens d'Epinal , département des Vosges.

1. The following is a list of the names of the persons who have been appointed to the various positions in the organization of the American Society of International Law, for the year 1911.